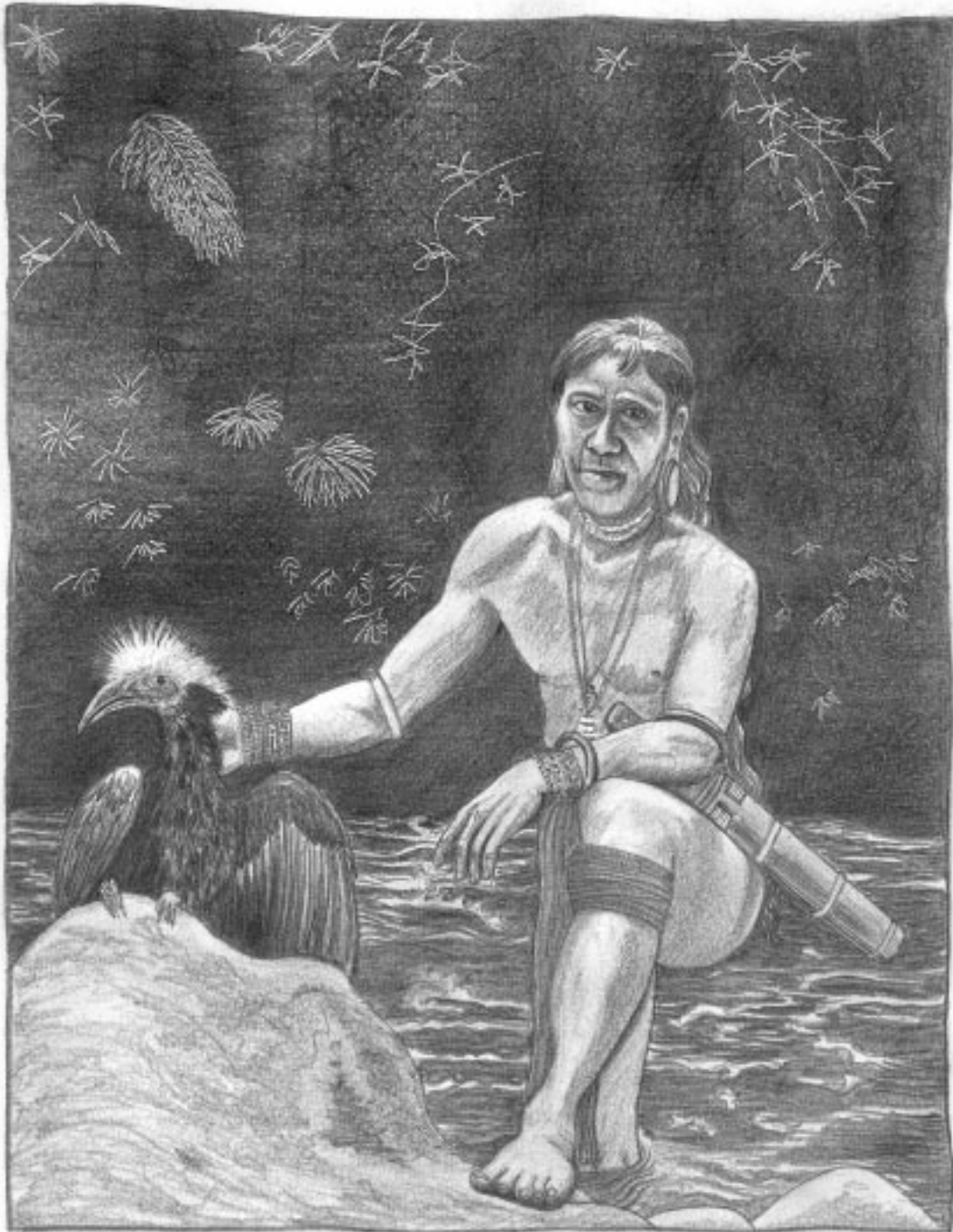


# Tong Tana

Juillet 1998

Journal du Bruno-Manser-Fonds  
forêt vierge – droits des autochtones – commerce du bois



ALONG MIT SUKAMBEHTÖRER. BESON. g

BMF, Heuberg 25, CH-4051 Bâle, Suisse

# Editorial

réalisé par Bruno Manser

Les dernières nouvelles des Penan étaient pleines de chagrin et désespoir. Depuis très longtemps nous n'avons plus de nouvelles de la région où vivent encore les vraies nomades Penan.

Nous sommes très inquiets. Les feux de forêt ce sont désormais étendus sur la partie malaysienne du nord de l'île de Bornéo. Les Penan sédentaires se plaignent de la fumée, de la chaleur, et du manque de nourriture. Le niveau des eaux étant trop bas les sociétés de bois ne peuvent pas faire flotter les troncs coupés vers la vallée. Pour cause de problèmes financiers, les plus petites entreprises ont fermé pour le moment.

Notre journal «Tong Tana» qui signifie dans la langue des Penan «dans la forêt», ne veut pas seulement choquer avec ses informations sur la forêt pluviale mais veut aussi montrer comment chacun de nous – par des décisions soit personnelles soit politiques – peut contribuer à la protection des dernières forêts vierges tropicales ainsi que celles du nord: Le bien est engendré par nos actes. Celui qui se pose chaque fois la question suivante quand il fait ses courses, contribue à la solution des problèmes d'environnement mondiaux: D'où, nous pays riches, nous prenons-nous le droit de

commercialiser et consommer sous leur valeur réelle les ressources venant de l'autre bout du monde, alors que ces dernières ne nous appartiennent pas et que les peuples eux-mêmes ne donnent pas leur accord et ne profitent à long terme en rien de ce commerce.

A nous tous beaucoup de courage!

*Bruno Manser*

## Sommaire

Editorial, Impressum	2
Nouvelles du Sarawak (Malaysia)	3-4
Nouvelles de l'Indonésie et Malaysia	5-6
Russie: le tigre Amour menacé	7
par des coupes de bois	8-10
Infos bois	11
Action BMF à Genève	12
Rapport annuel	12



**La police contre les Iban.**  
Photos: Anke Schmidt

## Impressum

«Tong Tana»

Lettre circulaire du Bruno-Manser-Fonds (BMF)  
Association pour les peuples de la forêt pluviale

Heuberg 25, CH-4051 Bâle

Téléphone 061/261 94 74

Téléfax 061/261 94 73

E-mail: bmf@bmfonds.links.ch

Internet-adresse: HTTP://www.bmf.ch

Pour les dons: Suisse, Liechtenstein: Coop-Bank,  
CH-4002 Bâle

compte 421329.29.00.00-5

France: La Poste, France, Strasbourg

CCP n° 2.604.59.T

Allemagne: Deutsche Bank, Lörrach

(BLZ 683 700 34), compte 1678556

Rédaction: Roger Graf, John Künzli,

Auteurs: Roger Graf, John Künzli, Bruno Manser,  
Ruedi Suter, Laszlo Maraz

Photos: James Bukitan, Bruno Manser,  
«National Geographic», Claude Roudot,

Anke Schmidt, Ruedi Suter, Zoo Zurich

Traductions: Nadja Alessandro et Robert Gogel  
(français), Roger Graf et Bruno Manser (allemand),  
Barbara Jäckli (anglais)

Tirage: 5700 exemplaires (3500 en allemand, 1500  
en français et 700 en anglais)

Paraît trois fois par années.

**L'abonnement au «Tong Tana» est gratuit.**  
**Les contributions et les dons sont les bien-**  
**venues.**

Composition et impression: Gremper AG, Bâle

# Nouvelles du Sarawak

## Violente répression policière

Roger Graf et Laszlo Maraz

Le 19 décembre 1997, dans la région de Bakong (Sarawak), des Iban protestaient contre l'extension d'une plantation de palmiers oléagineux sur leurs terres ancestrales, quand les forces paramilitaires ont ouvert le feu et blessé grièvement trois hommes. L'un d'eux est mort le 24 décembre des suites de ses blessures (il avait 40 ans) et 22 manifestants – dont un jeune de 13 ans – ont été arrêtés.

La société Empresa (M) Sdn. Bhd., qui possède déjà plusieurs grandes plantations de ce type, avait décidé d'en installer une nouvelle sur les terres de la «longue maison» Rumah Banggau, dont les habitants n'en ont rien su avant l'arrivée des bulldozers. Ils ont immédiatement recouru auprès des autorités. N'obtenant aucune réponse, les Iban ont confisqué 3 bulldozers et bloqué la voie d'accès. Au nombre d'une soixantaine, les manifestants ont été dispersés de force par 40 agents de la «General Operations Force».

La police voulut alors appréhender le chef de la «grande maison». Il s'ensuivit une mêlée au cours de laquelle Enyang ak Gendung, qui se tenait passivement à l'arrière, fut atteint à la tête par une balle. Indit ak Uma, qui fut également touché au cours de la fusillade, se traîna vers la maison et tenta encore de défendre ses amis à l'aide d'une machette. Touché une deuxième fois, il parvint néanmoins à blesser l'un des policiers. Il reçut une troisième balle alors qu'il gisait au sol sans défense.

Siba ak Sentu fut atteint au bas-ventre après avoir tenté d'empêcher l'arrestation du chef. D'autres Iban furent blessés par des coups de matraque et des coups de pied. Blessé lui-même, le chef Bangsa ak Andop (63 ans) fut emmené. Il resta détenu durant quelques jours pour port d'arme pendant une manifestation et incitation au désordre. Le 23 janvier 1998, après avoir comparu devant le tribunal de Miri, le chef fut emprisonné une seconde fois pour une dizaine de jours. La plainte traitée ce jour-là émanait des représentants des Iban et portait sur l'atteinte à la paix publique par l'entreprise Empresa...

Les Iban vivent de manière traditionnelle. Ils pratiquent la culture du riz sur brûlis, la pêche, la chasse et la récolte de produits forestiers. Dans leurs «longues maisons», 20 à 30 familles vivent sous un même toit. Comme



**L'intervention brutale de la police contre les Iban au Sarawak se solde par un mort et deux blessés graves. Photo: Anke Schmidt**

les autres autochtones du Sarawak, les Iban ont sur leurs terres certains droits garantis par la loi, mais ils ont beaucoup de peine à les faire appliquer. Leurs droits coutumiers sont de moins en moins respectés par les sociétés exploitant les forêts et les plantations, et même par les autorités elles-mêmes. De nouvelles lois limitent toujours plus leur droit à disposer de leurs terres. Souvent aussi, les indemnités versées sont beaucoup trop faibles, et les chefs se laissent trop facilement persuader de céder des terres contre de tels versements.

Les indigènes de la Malaysia constituent toujours un obstacle aux ambitieux plans de développement du gouvernement, dont le but est une urbanisation à 95% (!) et l'intégration des autochtones à une civilisation de type occidental, le prétexte étant qu'il s'agit de créer une société équitable pour les représentants des diverses cultures (Malais, Chinois, Tamouls...). En réalité, «civiliser» les peuples autochtones permet de créer un état de dépendance auquel il n'est plus guère possible d'échapper.

Finalement, les indigènes étant déracinés, il devient facile pour le gouvernement et l'industrie privée de mettre la main sur leurs terres. La Malaysia s'apercevra peut-être un jour que les projets de développement auxquels les autochtones font obstacle constituent une erreur de planification. Et ce jour-là, elle devra en répondre devant sa propre conscience et ses partenaires commerciaux.

# Nouvelles du Sarawak

## **Sarawak: Penan chez le Chief Minister**

réalisé par Bruno Manser

Fin janvier 1998 le Chief Minister Datuk Patinggi Tan Sri Haji Abdul Taib Mahmud a reçu une délégation de sept représentants Penan de la région Ulu Baram à Kuching. Dans leur pétition, rédigée dans la langue officielle malaysienne, ils attirent l'attention sur les problèmes causés par les sociétés de bois: dégâts d'érosion, pollution de l'eau potable, augmentation de la température, décimation de la réserve du gibier et du poisson par les étrangers, violente menace par les unités de police stationnées. Ils prient le Chief Minister de retirer les licences pour la coupe de bois à l'intérieur de leur espace vital traditionnel. Taib Mahmud n'a pas daigné leur répondre jusqu'à ce jour.

Au mois d'août 1997 les représentants de trois autres communautés Penan vivant en aval du fleuve ont soumis les mêmes problèmes. Là encore, les Penan attendent une réponse.

## **Projet forestier allemand**

par Bruno Manser

La société allemande pour la collaboration technique (GTZ) a équipé le ministère des eaux et forêts du Sarawak avec la technologie la plus moderne et signé dernièrement un contrat pour une sylviculture persistante avec la société Samling. En particulier les espèces d'arbres seront inventoriées et retenues cartographiquement. Ce projet concerne une surface de 1500 km<sup>2</sup> dans le Ulu Baram, en majeure partie dans l'espace vital des Penan, qui se révoltent depuis plusieurs années contre la coupe de bois dans leur pays.

Lors d'un blocus non-violent en 1993 l'intervention de gaz lacrymogène par des paramilitaires a provoqué la mort d'un enfant de 4 ans. Les Penan ont prié personnellement le Chief Minister de retirer les licences pour la coupe de bois. Si la GTZ se maintient à ses directives, comme par exemple l'exclusion des forêts vierges à des fins commerciales, et sauvegarde les intérêts des peuples indigènes, rien ne devrait faire obstacle à ce projet. Les coupes de bois «douce» («Low Impact Logging») dans les forêts déjà dégradées apportent une bonne amélioration; si la population concernée désire vraiment ce procédé.

On se posera tout de même la question: les Penan, ont-ils besoin d'une organisation de développement technique étrangère s'ils ont su sauvegarder leurs forêts pendant des siècles et sont les meilleurs garants pour une sylviculture durable.



**Penan-Benghulu (représentant supérieur de plusieurs communautés élu, par le gouvernement) remet une pétition au Chief Minister Taib Mahmud.**  
Photo: James Bukitan

# Indonésie et Malaysia

## **Indonésie: vers une levée des mesures de restriction à l'exportation de bois**

Information adaptée par Roger Graf

Djakarta, le 11 février 1998

Secouée par une violente crise économique, l'Indonésie a lancé le 1<sup>er</sup> mars 1998 un train de mesures visant à garantir un apport suffisant de devises dans le pays. Ainsi, l'exportation de bois rond (troncs entiers), de bois débité (planches), de contreplaqué et de rotin sera facilitée. Car actuellement, l'exportation de bois rond est grevée d'une taxe de 200% destinée à promouvoir la vente de bois travaillés (principalement du contreplaqué), à forte valeur ajoutée. Mais la demande de bois indonésien a considérablement diminué en raison de la crise économique qui frappe le Sud-Est asiatique, surtout au Japon. A l'intérieur même de l'Indonésie, la demande a énormément baissé. Une nouvelle taxe de 10%, dite «pour une exploitation mesurée des ressources», va être introduite, tandis que celle de 200% sera supprimée. Toutes les entraves à l'exportation seront levées dans trois ans. A l'avenir, les entreprises concessionnaires pourront exporter librement leur bois, pour autant qu'elles en écoulent au moins 5% (!) sur le marché intérieur. Aux dernières nouvelles, le Japon n'achètera plus de bois tropicaux indonésiens jusqu'à l'abolition de la taxe d'exportation. Ces mesures de libéralisation se traduiront évidemment par une destruction encore accélérée de ce qui reste des forêts indonésiennes.

## **Pourquoi la forêt pluviale brûle-t-elle?**

par Bruno Manser et John Künzli

En 1997, les incendies ont sévi des mois durant dans les forêts indonésiennes. Au début de cette année, la pluie a apporté un certain répit, mais depuis le mois de mars, le feu a repris de plus belle. Le Sarawak est maintenant directement touché. L'année dernière, les incendies ont détruit au moins 8000 km<sup>2</sup> de forêt à Bornéo et à Sumatra (env. 20% de la superficie de la Suisse). D'autres incendies ont été signalés à Java et à Sulawesi (Célèbes). Les vents ont surtout soufflé du sud-est, entraînant les nuages de fumée vers la Malaysia: c'est là qu'ils ont fait couler le plus

de larmes. A eux seuls, les hôpitaux du Sarawak (Bornéo) ont dû soigner plus de 10000 personnes victimes de difficultés respiratoires durant les trois premières semaines de septembre. Le taux de pollution le plus élevé (839 points) a été enregistré le 23 septembre 1997 à Kuching, chef-lieu du Sarawak. Or, ce taux est bon s'il est inférieur à 50 points, mais très malsain s'il est compris entre 200 et 300 points. Une concentration de plus de 500 points est considérée comme extrêmement dangereuse. Le gouvernement en est venu à envisager l'évacuation de la population. Et début novembre, un black-out total est tombé sur les informations en provenance de la Malaysia sinistrée.

Mais comment est-il possible qu'une forêt pluviale prenne feu? Les forêts vierges intactes contiennent une telle biomasse vivante que cela paraît inimaginable, d'autant plus qu'elles reçoivent presque quotidiennement des averses de pluie. Elles sont si humides qu'elles ont résisté pendant des millénaires aux feux de forêt traditionnellement allumés par les petits paysans et les peuples indigènes. En général, les parcelles défrichées par des familles ont déjà été cultivées autrefois (culture itinérante sur brûlis), et sont donc couvertes de forêt secondaire. Le feu est bouté aux arbres quelques semaines après la coupe, et la plantation du riz a lieu directement dans les cendres encore chaudes.

Ce ne sont pas ces cultivateurs que le gouvernement indonésien rend responsable des incendies, mais 176 entreprises mises en cause grâce aux photos prises par satellite: 133 d'entre elles gèrent des plantations, 28 sont actives dans le commerce du bois et 15 dans des projets de conversion et de transfert.

Les projets agricoles concernent avant tout des rizières et des plantations pour la production d'huile et de caoutchouc, dont la surface peut atteindre jusqu'à 240 km<sup>2</sup>. Pour préparer le terrain à un prix avantageux, les firmes suspectées ont choisi de le défricher par le feu. Les flammes se sont alors étendues aux forêts voisines déjà exploitées par le passé (forêts dites secondaires) en empruntant les tranchées ouvertes par les bulldozers, qui ont livré à l'action desséchante du soleil les

**Plantation de palmiers à huile en Malaysia  
Photo: «National Geographic», août 1997**

déchets de bois laissés sur place. Ainsi, le feu est constamment réalimenté. En outre, le sol de Bornéo contient souvent des tourbes souterraines qui sèchent sans la protection de la canopée, et où le feu peut couvrir pendant des semaines avant de refaire surface et de déclencher de nouveaux incendies.

Sous la menace du retrait de leur licence d'exploitation, le gouvernement a sommé les firmes suspectées de prouver leur innocence. Parmi elles, 43 ont un capital partiellement aux mains d'investisseurs malaysiens, 5 sont basées à Singapour et une serait américaine (USA). Des poursuites judiciaires sont engagées contre 27 sociétés, et l'autorisation de valoriser le bois a été retirée à 19 exploitants de plantations.

Les grandes déforestations modifient dangereusement le climat local: les précipitations diminuent, la sécheresse s'accroît. Ces faits incitent à protéger de manière absolue les dernières forêts vierges intactes, non seulement pour la sauvegarde de leur biodiversité, mais également pour la lutte contre le feu. Une étude du WWF Indonésie montre que les incendies de ces derniers temps ont eu des conséquences économiques désastreuses pour la région. Bien que les effets négatifs de

la catastrophe ne soient pas encore connus dans toute leur ampleur, l'étude conclut que pour la seule année 1997, son coût s'élèvera à plus de 1,4 milliard de francs suisses pour l'Indonésie et 420 millions de francs suisses pour la Malaysia: un montant qui aurait permis de financer l'ensemble du programme social de ces Etats au cours des trois dernières années!

Les pays nantis portent-ils une part de responsabilité? En fait, elle incombe principalement aux importateurs et aux grands distributeurs de bois tropicaux, de caoutchouc et d'huile de palme, qui favorisent la dégradation et la destruction des dernières forêts vierges, qu'ils s'appellent Marubeni et Mitsubishi (au Japon) ou – plus près de nous – HIAG (bois), Bally et Pirelli (caoutchouc), Nestlé (huile de palme), Coop ou Migros. Tous se doivent maintenant d'apporter une aide concrète à ces pays en détresse. Protéger la forêt pluviale, c'est aussi acheter des produits en bois indigène et non en bois tropical, du beurre indigène et non de la margarine à base d'huile de palme. C'est renoncer aux savons et détergents qui contiennent cette huile (comme «Palmolive»).

**La plupart des denrées alimentaires dont la liste des composants indique «graisses végétales» contiennent vraisemblablement de l'huile de palme. La législation suisse n'oblige pas les fabricants à spécifier de quelles graisses il s'agit. De même, beaucoup de produits cosmétiques, de détergents et de pâtisseries contiennent aussi de l'huile de palme. Photo: Bruno Manser**



# Russie

## Le tigre de l'Amour menacé par des coupes de bois

par Roger Graf



**Tigre de l'Amour**  
**Photo: Zoo de Zurich**

En décembre 1997, le gouvernement russe de Khabarovsk a autorisé l'exploitation de 3050 km<sup>2</sup> de forêt le long de la ligne de partage des eaux de Sukpai. Bénéficiaire de la concession: la société malaysienne Rimbunan Hijau International! Pour 450 000 dollars US, le géant du bois reçoit l'autorisation de couper 550 000 m<sup>3</sup> de bois chaque année pendant 48 ans. Le massif forestier se situe dans la chaîne de Sikhote-Alin, où vit entre autres l'une des espèces animales les plus menacées de la planète, le tigre de l'Amour. En 1994, une étude des autorités russes responsables de la protection de l'environnement a évalué à 150-200 le nombre de ces tigres vivant encore en liberté dans l'Extrême-Orient russe et les régions chinoises avoisinantes. La contrée est également habitée par une peuplade autochtone, les Oudehe, qui a toujours exploité la forêt avec beaucoup de ménagement. Ces gens vivaient autrefois de la chasse (viande et peaux), de la pêche à l'esturgeon et au saumon, et d'un peu d'agriculture. Durant l'hiver, plusieurs familles étaient réunies dans de «longues maisons» de bois. Elles se séparaient au printemps pour passer l'été dans des quartiers de chasse distincts, habitant alors dans des abris couverts d'écorce de bouleaux

et de peaux de poissons. Les Oudehe sont d'habiles forgerons, mais ils produisent aussi d'admirables broderies et objets de cuir. En dépit de l'influence chinoise dans le domaine religieux, ils ont gardé une certaine vénération pour le tigre de l'Amour et pour l'ours, qui occupent d'ailleurs encore une place importante dans leur mythologie.

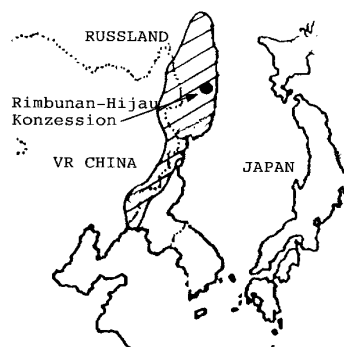
L'Union soviétique a contraint les Oudehe à se sédentariser dans des villages construits pour eux. L'un de ces villages, Gvasiugi, est aujourd'hui touché par la concession accordée à la Rimbunan Hijau. Les Oudehe vivent maintenant surtout de la culture des champs et de la récolte de racines de ginseng sauvage.

La société malaysienne Rimbunan Hijau, bien connue pour ses menées scandaleuses en Malaysia et en Papouasie – Nouvelle-Guinée, aurait discuté avec les Oudehe et trouvé un «terrain d'entente»: 11 automobiles d'une valeur de 100 000 dollars US en guise de dédommagement et 100 000 dollars au profit de l'administration forestière, pour l'achat de jeunes plants ...

Victor Borisovitch Skatchkov, membre du comité régional de protection de l'environnement, dénonce le fait que la Rimbunan Hijau n'attache aucune importance à la protection de la biodiversité. Il estime que la firme devrait réaliser une étude de l'impact sur l'environnement et respecter la législation russe.

Cette coupe de bois touchera encore d'autres régions. La société d'exploitation prévoit en effet de relier par une route la ville de Sukpai au port de Nelma, condition impérative pour que l'exportation des troncs soit rentable. Cette route traversera en particulier une forêt primaire («vierge») de 8000 km<sup>2</sup> située près du fleuve Samarga. Et la Rimbunan Hijau pourrait bien nous réserver d'autres surprises du même genre ...

VERBREITUNGSGEBIET DES  
AMURTIGERS



**La Sibérie  
oriental**

# Infos bois

par Roger Graf

## Honteux!

### Bancs FCC

Dans la lettre circulaire de janvier 1998, nous avons critiqué les bancs en bois tropical des Chemins de fer fédéraux (CFF), et publié la photo d'un banc installé à la gare d'Arth-Goldau. Les CFF nous prient de communiquer ce qui suit:

– Le banc photographié a été installé dans cette gare il y a 14 ans.

– Les bancs en bois tropical n'ont jamais fait partie du programme d'acquisition des CFF. Néanmoins, de tels bancs ont été placés à Arth-Goldau pour des raisons financières et d'entretien. A l'époque, les responsables de l'équipement étaient sans doute encore trop peu sensibilisés au problème des bois tropicaux.

– Depuis pas mal de temps, les CFF n'acquièrent plus que des bancs métalliques.

– Les bancs situés dans le périmètre des gares ne sont pas tous propriété des CFF; certains sont installés par des associations ou autorités communales.

Par ailleurs, les CFF nous renvoient à la notice qu'ils ont publiée en 1993 en collaboration avec l'Office des constructions fédérales.

*Commentaires du BMF:* Le document en question est loin d'inciter catégoriquement à renoncer aux bois tropicaux. Il affirme par exemple que renoncer de manière indifférenciée à l'importation de tels bois ne suffirait pas à sauver les forêts pluviales, mais qu'au contraire, cela réduirait la valeur économique de la forêt – et donc la motivation à la conserver. Le document contient également la liste de 21 essences tropicales et des possibilités d'emploi de leur bois!

Le BMF avait d'ailleurs déjà critiqué cette notice en 1993; néanmoins, elle paraît toujours servir de référence, sans avoir été modifiée depuis lors. Ses recommandations sont-elles suivies? Nous disposons d'un élément de réponse, puisque les CFF écrivent que les nouveaux bancs sont métalliques (selon nous: une erreur du point de vue écologique); or, la notice précise que le bois étant une matière plus écologique, il y a lieu de recourir davantage au bois dans les constructions fédérales. De quoi être un peu désorienté!

*(Remarque: le directeur de l'Office des*

*constructions fédérales a souhaité que le BMF participe à la rédaction d'une nouvelle version de ce document.)*

### Quimper opte pour des bois tropicaux

Pour la construction de sa nouvelle salle de spectacle (700 places), la ville bretonne de Quimper (France) a utilisé 2300 m<sup>3</sup> de bois d'ipé brésilien. Bien que le bois ne représente que le 1% du budget de construction, Bernard Poignant, maire de la ville, a refusé de remplacer le bois tropical par du bois indigène. Ce bois d'ipé est le même que celui utilisé pour l'édification de la nouvelle bibliothèque nationale à Paris. Le maire-adjoint à l'urbanisme et à l'environnement a par la suite reconnu devant les représentants d'une organisation locale de défense de l'environnement qu'il s'agissait d'une mauvaise décision. Néanmoins, de l'iroko africain est maintenant proposé pour d'autres constructions communales!

Demandez à la ville de Quimper de renoncer aux bois tropicaux dans les constructions municipales en lui écrivant ce que vous pensez de sa nouvelle salle de spectacle (voir photo). Envoyez votre carte postale à Monsieur Bernard Poignant, Maire, F-29000 Quimper (France).



**Les façades en bois d'ipé de la nouvelle salle de spectacle de Quimper.**

**Photo: Claude Roudot**

### Q-label

Notre critique concernant le nouveau «Q-label» de l'association suisse «Economie forestière», parue dans la «Neue Zürcher Zeitung» (lettre de lecteur) et dans notre lettre circulaire de janvier 1998, a suscité de

violentes réactions dans certains milieux liés à l'économie du bois. Nous avons en particulier émis des doutes quant au caractère purement fortuit du lancement d'un «éco»-label par cette association précisément deux jours (!) avant la présentation aux médias du label FSC, à la promotion duquel le WWF a pris une part prépondérante. Et ceci sans en informer (sans parler d'inviter) les organisations de défense de l'environnement. Or, les faits suivants prouvent que notre critique n'était pas infondée.

Le 7 avril 1998, Urs Amstutz, directeur de l'association précitée, a eu la possibilité de s'expliquer dans un article de plus d'une demi-page de la «NZZ» consacré au thème de la «certification des forêts et du bois (Q-label) – une démarche écologique de l'économie suisse des forêts et du bois». Il affirme dans cet article que les «critères de Helsinki» remplissent toutes les exigences de la FSC (ce qui n'est pas le cas selon nous). A ses yeux, la législation forestière suisse répond donc aux exigences de la FSC. Cette affirmation suggère de manière inadmissible que le label de l'association équivaut au label FSC créé par des organisations sans but lucratif. D'ailleurs, deux jours plus tard (!), la «NZZ» publiait un modeste compte-rendu sur le premier octroi d'un label FSC à du bois suisse: une nouvelle anticipation de deux jours – pure coïncidence?

### **Precious Woods**

La firme suisse Precious Woods a obtenu le 1<sup>er</sup> juin 1997 la certification FSC – annoncée depuis longtemps – pour son projet amazonien «Mil Madeireira». Chose étonnante, les médias n'en ont guère parlé, alors qu'auparavant, les managers de la société avaient pourtant tout fait pour s'assurer l'intérêt des médias (obtenant entre autres un supplément de plusieurs pages à la «NZZ»). Depuis peu, le BMF dispose du rapport de certification correspondant (21 pages), qui apporte un certain éclairage.

Les prestations de Precious Woods ont obtenu les notes suivantes (le BMF a fidèlement traduit en notes les divers points obtenus): respect des droits coutumiers 4.0, plan de gestion 3.8, exploitation durable 4.0, effets sur l'environnement 3.5, relations avec la population locale 3.1, relations avec le personnel 4.0, rentabilité économique 3.5, optimisation du potentiel forestier 3.5, système de contrôle de l'écoulement du bois 4.4. La note 3.0 signifie: certifiable, au-dessus de la moyenne régionale, améliorabile. La note 4.0: avanta-

geusement maîtrisé, nettement au-dessus de la moyenne régionale, mais encore améliorabile.

Les relations de Precious Woods avec la population locale sont donc loin d'être idéales. Les 50 familles qui vivent sur le terrain de cette entreprise revendiquent le droit d'exploiter les ressources forestières. Ces gens vivaient déjà là avant l'achat du terrain par Precious Woods. Il n'existe pas (encore) de convention légale entre cette population et l'entreprise, clarifiant la question du droit coutumier. Le rapport de certification juge la situation potentiellement conflictuelle. Vis-à-vis du BMF, Precious Woods a toujours nié la présence d'une population locale, sauf aux alentours de la scierie. Nous sommes d'autant plus étonnés d'apprendre maintenant son existence dans le rapport de certification. Celui-ci relève par ailleurs l'absence de toute surveillance de la faune sauvage dans le secteur. De plus, il critique le parcours en forêt des coupeurs de lianes, qui n'est pas soumis à de claires directives. Precious Woods a certes obtenu le label FSC pour son projet amazonien (sous réserve d'un grand nombre de conditions et d'obligations), mais les notes obtenues ne sont pas glorieuses. Cela explique peut-être pourquoi les médias n'en ont guère parlé ces derniers mois.

Le BMF approuve les efforts visant à l'attribution d'un écolabel au bois provenant d'exploitations forestières durables. Ce type d'exploitation doit être encouragé dans les forêts secondaires (déjà exploitées et plus ou moins dénaturées). Malheureusement, les critères FSC autorisent aussi la coupe de bois dans les forêts primaires (encore «vierges»), ce qui est inacceptable pour le BMF. Aménager des routes dans une forêt encore intacte, y ouvrir des tranchées au bulldozer, abattre des arbres géants séculaires et les transporter au-delà des océans en prétendant protéger la forêt pluviale («protéger grâce à l'exploitation»: une devise de Precious Woods) est une aberration écologique.

Au cours de ces dernières années, les exportations de bois du **Cameroun** ont quadruplé: 67 sociétés étrangères contrôlent aujourd'hui 81% des ressources forestières du pays. Plus d'une vingtaine d'entre elles sont françaises: la France prend une part active à la destruction des forêts vierges d'Afrique centrale.

# Infos bois

par Roger Graf

## Bravo!

Notre action du mois de novembre 1997 (conférence de presse, annonces dans les journaux principaux, lettres aux communes) pour la renonciation à l'utilisation de bois tropical dans les constructions publiques a déjà eu un succès considérable. Grâce à notre action, 197 communes (avant de mettre sur presse) de toute la Suisse renoncent à utiliser du bois tropical. Les 197 communes représentent env. 2,1 millions d'habitants (30% de la population suisse). Le super engagement de l'organisation pour l'environnement «Capriasca Ambiente» a attiré nombreuses communautés tessinoises. Nous remercions aussi le gouvernement du district Malcantone qui a invité toutes les communes de la région à se ranger à la renonciation d'utiliser du bois tropical. Ci-dessous la liste actuelle des communes de la Suisse et du Liechtenstein avec une décision écrite (selon les cantons):

«Le Matin», Lausanne,  
21 novembre 1997

## LA PHRASE

### «Renoncer aux bois tropicaux»

Le Fonds Bruno-Manser, du nom du Tarzan suisse qui défend les tribus de Bornéo, a lancé hier à Berne un appel à 2913 communes de Suisse et du Liechtenstein: «Il faut exclure l'emploi de bois tropicaux et nordiques dans les constructions publiques.» Actuellement, 46 communes et 6 cantons ont déjà renoncé à ces essences et n'utilisent plus que du bois indigène ou labellisé, comme les villes romandes de Delémont, Fribourg, Lausanne, Porrentruy et Yverdon. Exemples à suivre.

M. R.

**Argovie (13 communes/89 629 population):** Baden, Buchs, Dürrenäsch, Kirchleerau, Möhlin, Mühlau, Murgenthal, Rheinfelden, Rudolfstetten-Friedlisberg, Spreitenbach, Sulz, Wettingen, Wohlen. **Appenzell Rh.-Ext. (16/30 992):** Bühler, Grub, Heiden, Hundwil, Lutzenberg, Rehetobel, Reute, Schöningrund, Speicher, Stein, Teufen, Trogen, Wald, Waldstatt, Walzenhausen, Wolfhalden. **Berne (26/192 782):** Aefli-

gen, Arch, Biglen, Büren a.A., Ersigen, Hasliberg, Herzogenbuchsee, Huttwil, Kirchlindach, Köniz, La Neuveville, Langnau i.E., Lohnstorf, Moutier, Münchenbuchsee, Münsingen, Orpund, Ostermundigen, Pohlern, Rüdliggen-Alchenflüh, Saanen, Sonvilier, Thun, Unterseen, Wohlen, Worb. **Bâle-Campagne (9/54 585):** Kanton Basel-Land, Birsfelden, Hersberg, Hölstein, Lausen, Liesberg, Münchenstein, Pratteln, Reigoldswil, Therwil. **Basel-Ville (2/198'818):** Basel-Stadt, Riehen. **Fribourg (2/43 785):** Fribourg, Villars-sur-Glâne. **Genève (1/174 949):** Genève (Moratoire pour 3 ans). **Glaris (1/5597):** Glarus. **Grisons (5/39 809):** Chur, Feldis/Veulden, Maienfeld, Poschivao, Trimmis. **Jura (5/19 864):** Delémont, Mettembert, Porrentruy, Soyhières, Undervelier. **Lucerne (2/66 963):** Luzern. **Neuchâtel (3/8867):** Cortaillod, Le Landeron, Valangin. **Saint Gall (16/177 348):** Altstätten, Bad Ragaz, Buchs, Flawil, Flums, Gossau, Hemberg, Oberriet, Rorschach, St. Gallen, St. Margrethen, St. Peterzell, Uznach, Walenstadt, Wartau, Wattwil. **Schaffhouse (3/47 770):** Beringen, Neuhausen a. Rheinfall, Schaffhausen. **Soleure (4/39 898):** Dornach, Grenchen, Halten, Olten, Kanton Solothurn. **Schwytz:** Kanton Schwyz. **Thurgovie (3/20 635):** Aadorf, Rickenbach, Romanshorn. **Tessin (37/42 876):** Agra, Avegno, Balerna, Besazio, Biasca, Bidogno, Breganzona, Breno, Bruzella, Cagiallo, Caneggio, Canobbio, Chiasso, Cimadera, Cureggia, Gambarogno, Leontica, Lodrino, Lugaggia, Maroggia, Migliaglia, Monte Carasso, Mugena, Muzano, Origgio, Pollegio, Cademario, Porza, Roveredo, Sagno, Sala Capriasca, Sessa, Sorengo, Tesserete, Tremona, Vaglio, Valcolla. **Uri (1/8419):** Altdorf. **Vaud (10/216 903):** Apples, Bex, Crissier, Fey, Lausanne, Morges, Prilly, Renens, Vevey, Yverdon-les-Bains. **Valais (8/18 759):** Ernen, Gondo-Zwischbergen, Isérables, Naters, Saas-Fee, Salins, St. Martin, Zermatt. **Zoug (3/45 507):** Baar, Risch, Zug. **Zurich (23/598 516):** Bubikon, Bülach, Dietikon, Erlenbach, Fällanden, Gossau, Horgen, Neftenbach, Oberrieden, Rüslikon, Rüti, Schlatt, Stadel, Stäfa, Stallikon, Steinmaur, Turbenthal, Wald, Wangen – Brütisellen, Wetzikon, Winterthur, Zumikon, Zürich. **Fürstentum Liechtenstein:** Vaduz.

# Activités du BMF

## **Bruno Manser veut retourner en Malaysia**

Adaptation par Roger Graf d'un article de Ruedi Suter («Basler Zeitung»)

Bruno Manser avait l'intention de gagner Singapour le 5 avril 1998 à bord d'un appareil de la Singapore Airlines. Parmi ses bagages devaient figurer un parachute et Gumperli, un agneau de 24 jours pour lequel toutes les formalités nécessaires avaient été accomplies. Mais au dernier moment – vraisemblablement à la suite de pressions diplomatiques – la compagnie refusa de transporter l'animal.

A l'occasion de la fête de Hari Raya Haji (en 1998: le 7 avril), Bruno Manser avait prévu de survoler la ville de Kuching à bord d'un petit avion et de sauter en parachute avec l'agneau. Cette fête – l'Aïd-el-Kébir ou Aïd-el-Adha des Arabes – marque la fin du pèlerinage à la Mecque des musulmans. Elle rappelle le sacrifice d'Abraham (Abraham voulait offrir son fils en offrande et un ange l'en empêcha; il sacrifia alors un mouton). En souvenir de cet épisode, les musulmans se congratulent ce jour-là et manifestent le désir de vivre en paix. Ceux qui le peuvent tuent un mouton et distribuent de la viande aux pauvres.

Bruno Manser voulait donc, ce jour-là, remettre l'agneau symbolique au ministre d'Etat du Sarawak, Abdul Taib Mahmud, pendant la cérémonie officielle. En substance, il s'apprêtait à déclarer: «Ceci est geste d'apaisement et de réconciliation. Je présente mes excuses pour avoir enfreint les lois sur l'immigration et ne chercherai pas à échapper à la sanction que je mérite. En revanche, je souhaite que les Malaysiens me pardonnent et qu'ensemble, nous puissions trouver rapidement une solution pour sauver les Penan et leurs dernières forêts.»

Pour souligner ses intentions pacifiques, Bruno Manser a finalement informé le ministre de son projet (d'abord conçu comme une surprise) et a requis son autorisation. Seul résultat: le refus de transporter l'agneau – sans lequel le voyage n'avait pas le même sens.

Cette opération avait été mûrement et discrètement préparée par le BMF. En janvier 1998, Bruno Manser était parti aux Etats-Unis, afin de renseigner le vice-président Al Gore, la Banque mondiale et le représentant malaysien à l'ONU sur la situation des Penan

et son retour projeté. Une donatrice a financé son apprentissage de parachutiste en Autriche. Des pilotes et des parachutistes suisses l'ont conseillé, lui ont permis d'exécuter une centaine de sauts et l'ont aidé à peindre les couleurs du drapeau malaysien sur son parachute. Jean-Pierre Weiss de Kleinlützel (SO) a offert l'agneau Gumperli, qui ne se montra nullement impressionné lors des deux sauts en tandem exécutés près de Bienne.

Le film vidéo réalisé à cette occasion fut envoyé au ministre avec la demande d'autorisation pour le saut sur Kuching (courrier exprès du 20 mars), qui ne reçut aucune réponse. Un employé de la Mission permanente de la Malaysia auprès des organisations internationales à Genève a par la suite pris contact avec le BMF pour lui recommander de renoncer à toute tentative. A Zurich, la Singapore Airlines a confirmé au BMF avoir reçu un message de même origine. Sans s'émouvoir, Bruno Manser déclara: «Je ne me laisse pas détourner de mon projet de réconciliation avec la Malaysiens.» Et il remplaça le saut sur Kuching par un saut en parachute près de Genève, le 6 avril 1998. Après un atterrissage réussi, il rencontra le chargé de mission malaysien Hamidon Ali pour une conversation de deux heures à huis clos.



**Bruno Manser sautant en parachute avec agneau.**  
Photo: Ruedi Suter

# BMF interne

## Rapport annuel

réalisé par Bruno Manser

En 1997 John Künzli, Bruno Manser et Roger Graf se sont partagés une place de 100%. Nous avons obtenu une aide précieuse par les volontaires: Chantal Pfiffner (secrétariat), Peter Rudin (remerciements pour les dons) Erika Muri-Marrer (finances), Michel Mettler (secrétariat) et autres. John Künzli s'est très bien familiarisé avec sa nouvelle fonction de secrétaire. Roger Graf a préparé une grande campagne pour la renonciation au bois de pillage dans les communes, et il s'est occupé de la rédaction de la lettre circulaire. Momentanément notre conseil d'administration se compose de 5 membres: Barbara Jäcklin (biologiste), Dr. Marco Bättig (zoologue), Michel Studer (menuisier), Michel Mettler (étudiant), Bruno Manser (ethnologue et berger). Au cours de 7 séances le conseil d'administration s'occupe des problèmes actuels et prend des décisions.

Au cours de l'année, 17 rencontres, assez importantes, avec des représentants d'autres organisations d'intérêt général ont eu lieu. Cinq rencontres avec des représentants économiques, 7 avec des politiciens et 10 rencontres étaient réservées aux propositions de projets concrets. En ce qui concerne les grands incendies de la forêt en Indonésie et en Malaysia le BMF a été interrogé 7 fois par la presse, 5 fois par la radio et 6 fois par la télévision. A part les 9 conférences données par Bruno Manser, le BMF a participé à trois expositions: Landesmuseum Zurich («Chasseur et collectionneur de Bornéo»), Rehetoel/AR («La forêt pluviale») et à la Chaux-de-Fonds («Images de la forêt Ituri dans la République du Kongo/Zaïre»).

Avec les enregistrements vidéo de Bruno Manser réalisés de 1986 à 1989 nous avons produit, avec la collaboration de Bela Böke de Arbel Video, un documentaire sur la production du sago chez les Penan. La cassette peut être commandée chez BMF à SFr. 50.-. Avec les 30 heures d'enregistrement de son également réalisées par Bruno Manser, pendant son séjour au Sarawak, nous avons produit 3 cassettes avec des voix d'animaux, des musiques et des légendes Penan. Le livre de Bruno Manser «La voix de la forêt pluviale» a été traduit minutieusement par Mme Masako Fujimaki. Depuis le mois de novembre 1997 ce livre se trouve dans le commerce au Japon.

**Alex Rabus, citation importante de Dalai Lama: «Notre pire ennemi c'est le pessimisme.»**



Le 20 novembre 1997 nous avons écrit une lettre dans les quatre langues de notre pays et l'avons envoyée à toutes les 2913 communes avec la demande de renoncer à l'utilisation du bois tropical dans le futur. Les dons affectés à ce projet précis nous ont permis de publier différentes annonces dans les journaux des quatre régions. Avant fin de l'année 1997, 20 communes avaient réagi positivement (voir notre liste actuelle, page 10).

Une fois de plus nous avons reçu beaucoup de dons particuliers. Nous vous en remercions beaucoup! Nous aimerions particulièrement mentionner les personnes et les sociétés suivantes: Alex Rabus (SFr. 40 000.- par les ventes de ses œuvres artistiques), Mme Ruth Popp (SFr. 3000.-), la société Ebi-Pharm de Kirchlindach (SFr. 5000.-) et la société Victorinox de Ibach (SZ) pour les 302 canifs. Les comptes de fin d'année 1997 sont en déficit de SFr. 19 249.-, avec des entrées de SFr. 248 436.- et des dépenses de SFr. 267 685.-. Le bilan et le résultat peuvent être commandés auprès du secrétariat du BMF.

La situation chez les Penan s'altère de manière frappante. Le BMF a reçu 15 heures d'enregistrement sur cassette de la région des Penan: les nouvelles sont mauvaises. Sigan Medeng, un nomade du fleuve Magoh nous dit: «Si tu (Bruno Manser, la réd.) ne viens pas vite, tu ne trouveras plus que nos empreintes, un pays découvert, la pluie tombera sur ta tête, le vent soufflera. Et même si tu tends ta main, je ne te saluerai pas, je ne prendrai pas ta main, tu ne trouveras que la pluie et un pays découvert. C'est pourquoi je te dis, aies un cœur persistant, ami! Aies pitié des enfants!» Les bulldozers ont avancés jusque dans les parties les plus profondes de la forêt vierge. Les régions de protection promises ne sont toujours pas proclamées. Le Chief Minister doit se presser s'il veut être crédible internationalement! Personnellement je lutterai jusqu'à mes limites pour les droits des Penan, avec le BMF et avec vous tous, chères lectrices, chers lecteurs, vous qui aimeriez contribuer.

Sincèrement

Bruno Manser